

11° Reconnaître comme inadmissible l'apprentissage non rétribué. La baisse du salaire des jeunes ouvriers réalisée en fait est inadmissible ;

12° Le régime d'économie ne doit en aucun cas effectuer au dépens des intérêts vilains des ouvriers. Il est indispensable de rendre aux ouvriers les « menus avantages » dont ils ont été privés (crèches, billets de tramways, vacances plus longues, etc.) ;

13° Améliorer les secours médicaux aux ouvriers d'usine (ambulance, hôpitaux, etc.) ;

14° Augmenter le nombre d'écoles pour les enfants dans les quartiers ouvriers.

Ces propositions ont été émises par l'Opposition à l'assemblée de la fraction communiste de la deuxième session du Comité Exécutif Central de l'U.R.S.S. (15 octobre 1927) à Léninegrad, où la question du Manifeste a été mise en discussion pour la première fois.

Et, dans ces mêmes propositions, nous avons inclus un paragraphe spécial :

« Tout cela une fois réalisé, mettre à l'ordre du jour la réalisation pratique de la réforme de la journée de travail en vue du passage ultérieur à la journée de sept heures. »

Telles sont les réponses de l'opposition sur la question de l'amélioration de la situation des ouvriers.

A ce propos, la majorité du Comité Central a invariablement accusé l'opposition de « démagogie », de défense des intérêts « corporatifs » du prolétariat, et elle a invariablement posé la même question : « Où trouver les moyens de réaliser ce que l'opposition propose ? »

Il va de soi que tout communiste est pour une diminution de la journée de travail. L'état socialiste peut et doit passer de la journée de huit heures à la journée de sept et six heures. Il ne peut y avoir deux opinions à ce sujet. Et si la question de la journée de sept heures était posée d'une façon pratique et sérieuse, chacun de nous regarderait comme de son devoir de contribuer à sa réalisation. Mais le manifeste a posé cette question d'une manière extrêmement vague. Que dit-on, en effet, dans ce manifeste ?

« Au cours des prochaines années, assurer aux ouvriers des fabriques et des usines le passage de la journée de huit heures à la journée de sept heures, ceci sans diminution des salaires ; dans ce but charger le Présidium du Comité Exécutif Central et du Soviet des Commissaires du Peuple de l'U.R.S.S. d'amorcer, au plus tard dans le délai d'un an, la réalisation graduelle de cette résolution à l'égard de branches isolées d'industrie, en concordance avec le processus de renouvellement du matériel et de la rationalisation des fabriques et usines, ainsi qu'avec l'augmentation de la productivité du travail. »

Donc, pas plus tard, qu'au cours d'un an, on doit « amorcer » (!) la réalisation « graduelle », en commençant par des branches isolées de l'industrie (on ne dit pas lesquelles), on doit réaliser tout cela dans la mesure du développement de la rationalisation, du perfectionnement du matériel et de l'augmentation de la productivité du travail. On doit donc, en général, assurer la réalisation de la journée de sept heures « au cours des prochaines années (combien ?) » Rien de précis, rien de clair, rien de catégorique.

Cette question n'a pas figuré dans les plans de nos organismes économiques. Aucune discussion préliminaire à ce sujet avec les ouvriers n'a eu lieu ni au Parti, ni au syndicat.

Chaque ouvrier (nous tous y compris) se prononcera pour la journée de sept heures, s'il ne s'agit pas de paroles vides, de « l'œuf rouge » d'avant le Congrès, si les salaires ne sont pas réduits, etc.

Pendant deux ans, à tous les coins de rue on a proclamé notre soi-disant « démagogie » parce que notre revendication cardinale portait sur la question des salaires. « Où en trouver les moyens ? » nous répondait-on. Où donc, alors, trouver les moyens de réaliser la journée de sept heures ? Si on la met en pratique

sans réduire les salaires des ouvriers, cela doit coûter environ 500 millions de roubles par an à l'industrie et aux transports. Si nous pouvons trouver ces moyens, il faut consulter les ouvriers eux-mêmes, leur demander : « Comment faut-il avant tout employer ces moyens ? Pour une augmentation des salaires ? Pour la construction de logements. Pour la journée de sept heures ? »

Pourquoi donc le Comité Central n'a-t-il pas demandé leur avis aux ouvriers ? Car il ne s'agit pas ici de questions diplomatiques secrètes, ni de rapports avec des pays étrangers où des secrets seraient possibles. Nous pensons qu'on peut trouver les moyens, si l'on commence — non en paroles, mais en fait — la pression sur le koulak, le nepman, le bureaucrate, si l'on entreprend d'une façon sérieuse le remaniement du budget.

Pour se rendre compte de la façon dont la question de la journée de sept heures se présentait à l'esprit des dirigeants de la majorité actuelle il y a un an, il faut lire le discours du camarade Boukharine à la Quinzième Conférence du Parti, séance du 2 novembre 1926.

Le camarade Boukharine y a exposé la ligne de l'opposition de la façon suivante :

« Nous avons une déviation social-démocrate, comment se manifeste-t-elle ? Elle dit : Nous exigeons des salaires plus élevés pour les ouvriers, nous exigeons de libérer 40 % des paysans pauvres des impôts et nous ne voulons pas entrer dans l'Internationale d'Amsterdam. »

Et le camarade Boukharine de répondre :

« Je vous le demande... si nous avions au Congrès des Soviets une fraction bourgeoise, purement parlementaire ? (Staline : « — Menchévique ! »). Sans parler de fraction menchévique, si nous avions même une fraction bourgeoise, croyez-vous qu'elle ne ferait pas preuve d'un grand amour envers les ouvriers ? Oui, elle se serait prononcée pour la journée de sept heures... Et dans quel but ? Dans le but de se débarrasser de nous en s'appuyant nécessairement sur les masses. Et ensuite les masses auraient vu ce que c'est que cette journée de sept heures !... »

« Le camarade Trotsky dit, au sujet du point de vue de l'opposition : « Qu'y a-t-il en cela de « social-démocrate ? » Cela veut dire seulement que vous n'avez pas compris la mécanique principale du développement des forces politiques. » — (Compte-rendu sténographique, p. 592-593.)

On dirait que ces dernières paroles si remarquables de Boukharine ont été dites exprès pour faciliter au Parti la compréhension de la « mécanique » du développement politique dont le camarade Boukharine est le théoricien. Il y a à peine un an que Boukharine montrait, de façon éclatante, l'exemple-type de démagogie qu'est le mot d'ordre de la journée de sept heures. Il place ce mot d'ordre dans la bouche non seulement d'une fraction menchévique, mais bourgeoise. Il n'est que l'un ou l'autre de ces groupes qui, selon Boukharine, serait capable de se lancer dans une telle aventure afin de conquérir le pouvoir (ou, peut-être, de le maintenir entre ses mains) pour « montrer » ensuite aux ouvriers ce que signifie en réalité la journée de sept heures. De sorte que Boukharine a expliqué de façon précise et concrète le mécanisme de la démagogie politique par rapport à la journée de sept heures, un an avant d'être obligé d'y recourir lui-même.

Dans le cas présent, même l'argument habituel de Boukharine du « changement de situation », ne saurait avoir d'importance ; cet argument consisterait à transformer en soi-disant réalité ce qui, il y a un ou deux ans, n'était que démagogie oppositionnelle. Car il n'y a pas actuellement mise en pratique de la journée de sept heures : elle n'est que prévue pour les « années les plus rapprochées ». Et si, il y a seu-

lement un an, Boukharine présentait le mot d'ordre de la journée de sept heures comme l'exemple-type de la pire démagogie, il y a lieu d'en déduire que la situation s'est en réalité nettement modifiée — pas dans le sens économique, mais dans le sens de la ligne politique du Parti : l'éveil de l'avant-garde prolétarienne et la croissance de l'opposition ont obligé la fraction stalinienne à compléter la politique de répression par une irresponsable politique de démagogie.

Dans tous les cas, le Parti a le droit de dire :

Ou bien le Comité Central a eu raison hier en affirmant que les moyens manquent pour une amélioration plus rapide du niveau matériel des masses ; et

dans ce cas c'est agir ou ne peut plus à la légère que de proclamer la journée de sept heures ;

Ou bien la journée de sept heures est réalisable, et dans ce cas les accusations de démagogie lancées contre l'opposition, qui exigeait une amélioration plus régulière, plus décisive du niveau de vie matérielle des masses, sont profondément fausses.

On ne peut accélérer le rythme de l'industrialisation, on ne peut améliorer le niveau de vie matérielle des masses ouvrières, on ne peut préparer les conditions pour un passage véritable (pas seulement en paroles), à la journée de travail de sept heures, qu'à la condition de redresser toute la ligne du Parti.

La Déclaration des 83

Thèses et Discours
de
TROTSKY et ZINOVIEV

Chez Gaston Faussecave

34, rue de l'Abbé-Groult -:- PARIS (15^e)

La brochure : 2 fr. 50